



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

SOLICITATION AMENDMENT

MODIFICATION DE L'INVITATION

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique

11 Laurier St., / 11, rue Laurier

4C2, Place du Portage

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet Functional Services	
Solicitation No. - N° de l'invitation B8926-170500/A	Amendment No. - N° modif. 002
Client Reference No. - N° de référence du client B8926-170500	Date 2017-11-01
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-620-31874	
File No. - N° de dossier 620zm.B8926-170500	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-11-08	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: St-Jean Valois, Joanne	Buyer Id - Id de l'acheteur 620zm
Telephone No. - N° de téléphone (873) 469-4945 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-1156
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

MODIFICATION À L'INVITATION 002

Cette modification a été soulevé afin de:

1. Fournir des réponses aux questions des soumissionnaires concernant cette invitation, et
2. Modifier la Demande de proposition (DP) tel que détaillé à l'appendice A-2 ci-dessous.

QUESTIONS :

Question N°. 1:

Pour RTC16, pour le rôle de spécialiste en continuité des activités et reprise après sinistre – Niveau 3, pourriez-vous confirmer que pour obtenir le nombre maximum de points (plateformes 3+), faire la preuve d'une expérience dans la prestation de conseils et d'orientation dans le domaine de la continuité TI pour les systèmes GI-TI peut-il concerner plusieurs fois la même plateforme (p. ex. Oracle pour deux projets distincts et SQL pour deux autres projets distincts?)

Réponse N°. 1:

Pour obtenir le maximum de points, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) s'attend à ce qu'il y ait trois plateformes distinctes. Les mêmes technologies utilisées dans le cadre de différents projets ne seront pas comptabilisées comme deux plateformes distinctes.

Question N°. 2:

Étant donné la grande similarité de cette exigence avec la DP précédente des services de soutien pour le développement d'applications du CIC (B8926-170461/A)], émise il y a quelques semaines seulement et qui indiquait que le soumissionnaire ne devait pas avoir effectué plus de **deux** contrats de services de soutien pour le développement d'applications, l'État pourrait-il réviser l'exigence pour indiquer « En utilisant un maximum de **deux** contrats de référence, le soumissionnaire doit faire la preuve d'une expérience dans la prestation de services de soutien fonctionnel. »?

Réponse N°. 2:

Non, l'exigence demeure inchangée.

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Question N° 3:

En raison de l'effort important qu'exige la préparation d'une réponse concurrentielle et de qualité à cette DP, nous demandons respectueusement un report de deux semaines de la date limite actuelle, ce qui l'amènerait au mercredi 15 novembre.

Réponse n° 3 :

Une prolongation jusqu'au 8 novembre 2017 a été accordée. Compte tenu des exigences opérationnelles, aucune autre prolongation ne sera accordée.

Question n° 4 :

Nous sommes encouragés de voir que l'IRCC utilise une fourchette médiane dans la méthodologie de l'évaluation financière, mais nous nous inquiétons du fait que la limite inférieure de la fourchette, moins (-) 20 %, ne représente pas un écart suffisant pour s'assurer que les soumissionnaires offrent des prix du marché équitables. Le Canada envisagerait-il de changer la limite inférieure de la fourchette pour moins (-) 10 %?

Réponse n° 4 :

La limite inférieure de fourchette de moins de 20 % est considérée comme raisonnable pour assurer des tarifs concurrentiels. La limite inférieure de fourchette ne sera donc pas ajustée.

Question n° 5 :

Cette réponse exige un effort important et plusieurs importantes DP de niveau 2 sont actuellement en cours. Serait-il donc possible à l'État d'accorder une prolongation de deux semaines?

Réponse n° 5 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Question n° 6 :

Objet : pièce jointe 41. Critères techniques obligatoires, 2.0 Ressources, Ressource n° 4 : B.4 Continuité des activités et reprise après sinistre, niveau 3

MTC9 – L'État peut-il confirmer que « l'expérience en tant que spécialiste en continuité des opérations/plans de secours » sera démontrée par l'alignement avec au moins 50 % des tâches de catégorie SPICT et qu'elle ne sera pas évaluée en fonction de l'EDT pour cette catégorie dans le document d'invitation puisqu'elle y est fortement adaptée au CIC.

Réponse n° 6:

L'exigence obligatoire relative à l'expérience CTO9 doit être démontrée comme il est indiqué dans la demande de proposition pour répondre à l'exigence du besoin de CIC. Donc veuillez soumettre les ressources en vertu de ce critère obligatoire.

Question n° 7 :

Objet : Pièce jointe 4.2 Critères techniques cotés, 2.0 Ressources, Ressource n° 3 – B.3 Expert-conseil en affaires, niveau 2

RTC11-RTC14 – L'État peut-il amender l'attribution de points pour refléter le fait qu'il s'agit d'une ressource de niveau 2? Étant donné qu'il est exigé 9+ ans pour obtenir le maximum de point pour chaque exigence cotée pour les ressources de niveau 3, l'État pourrait-il réduire l'exigence pour les ressources de niveau 2 en modifiant l'échelle de cotation pour RTC11, RTC12, RTC13 et RTC14?

Réponse n° 7 :

Accepté. Changer le nombre d'années d'expérience pour le niveau 2 dans les CTC11, 12, 13, 14 :

1 à 2 ans = 2 points
2+ à 3 ans = 4 points
3+ à 4 ans = 6 points
4+ à 5 ans = 8 points
5 ans et plus = 10 points

Question n°8 :

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Au sujet de la catégorie A.2 Analyste fonctionnel ERP : étant donné la disparité dans les tarifs pour les ressources de cette catégorie (SAP p/r à Java), le CIC envisagerait-il une catégorie d'ERP qui inclurait uniquement les véritables technologies ERP telles que SAP/PeopleSoft/Siebel etc.?

Réponse n°8 :

Le Canada n'ajoutera pas une autre catégorie, puisque SAP, Siebel et peoplesoft sont couverts par des demandes de propositions distinctes.

Question n° 9 :

De nombreuses DP du CIC ont été émises au cours d'une période assez courte. Chaque DP comprend un ensemble d'exigences opérationnelles de même que d'exigences de ressources. Pour que des cycles de temps adéquats permettent d'obtenir une réponse de qualité au numéro de demande susmentionné, nous demandons une prolongation à la date limite actuelle du 1^{er} novembre.

Réponse n° 9 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

Question n° 10 :

Pièce jointe 4.1, CTO1 – Une demande antérieure du CIC permettant l'utilisation d'un maximum de 2 contrats de référence en appui à l'exigence obligatoire semblable. Étant donné ce précédent, il est demandé que les soumissionnaires soient autorisés à utiliser jusqu'à 2 contrats de référence afin de répondre à cette exigence.

Réponse n° 10 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

Question n° 11 :

Étant donné qu'il existe 3 approvisionnements ouverts semblables émis par le CIC qui doivent tous être soumis à intervalle de 5 jours ouvrables les uns des autres et 2 dans 24 heures, nous demandons un report de 3 semaines de la date limite de la demande.

Réponse n° 11 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Question n° 12 :

Le Barème de prix à la Pièce jointe 4.3 (pages 79 à 82 de 88) encourage les soumissionnaires à proposer des taux faibles dans plusieurs catégories en évaluation le prix total après que le taux quotidien ferme (colonne E) ait été multiplié par le nombre de ressources (colonne C). Le nombre estimatif de ressources pour les catégories de l'expert-conseil en affaire, niveau 2 et l'analyste des activités, niveau 3, est considérablement plus élevé que pour les catégories restantes. En permettant un écart dans le nombre de ressources entre toutes les catégories, on encourage les fournisseurs à proposer des tarifs très bas pour les catégories comptant le plus grand nombre de ressources, pour réduire le prix total de l'évaluation financière. Afin de s'assurer que la soumission retenue contienne les taux équitables du marché qui sont offerts aux professionnels qualifiés sous contrat au cours des cinq prochaines années, est-ce que l'État pourrait envisager de retirer le facteur de pondération (nombre de ressources) ou de l'ajuster de façon à ce que ce soit le même nombre pour chaque catégorie de ressources?

Réponse n° 12 :

Le nombre estimatif de ressources pour chaque catégorie est indiqué afin de montrer la portée potentielle de l'exigence. S'il est déterminé que les tarifs proposés sont déraisonnablement bas en vertu de l'article 4.3 (d) de la présente invitation à soumissionner, le Canada peut demander une justification de prix. Le barème de prix ne sera donc pas ajusté.

Question n° 13:

Ressource n° 4 – B.4 Spécialiste de la continuité des opérations/reprise après sinistre, niveau 3

CTC15 La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle possède l'expérience de la formulation d'avis et de conseils à l'intention d'un ministère, d'un organisme ou d'une société d'État du gouvernement du Canada dans le domaine de la planification de la continuité des activités et de la reprise après sinistre dans un environnement de GI-TI d'entreprise hautement intégré et complexe (multiples plateformes de systèmes comptant plus de 1 000 utilisateurs).

Nous aimerions demander que votre client inclue de l'expérience d'un gouvernement municipal canadien pour ce besoin.

Réponse n° 13 :

Le CIC acceptera l'expérience au sein de l'administration municipale canadienne.

Question n° 14:

À la page 50 de la DP, IIS (Services d'information sur Internet [IIS, anciennement Serveur d'information sur Internet]) est listé comme étant un intergiciel/logiciel-cadre utilisé dans l'environnement technique d'IRCC; toutefois, il n'est pas inclus dans les critères cotés CTC6 pour l'Analyste fonctionnel PGI, niveau 3. En référence à la récente modification 7 à l'invitation B8926-170461/A, IRCC a ajouté IIS et .Net Framework à la liste d'intergiciels/logiciels-cadres. Veuillez confirmer que, dans la même veine et pour assurer l'uniformité, que l'État modifiera le critère CTC16 (p. 50) pour inclure IIS et .Net Frameworks?

Solicitation No. – N° de l’invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l’acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Réponse n° 14 :

Canada accepte d’inclure IIS et .NET Framework pour le critère CTC6.

Question n° 15:

Voir la PIÈCE JOINTE 4.1 - CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES 1.0 LE SOUMISSIONNAIRE, CTO1 – CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES, alinéa e) [page 66 de 79]

L’alinéa e) du CTO1 précise ce qui suit :

e) Avoir inclus la prestation des services dans au moins deux des catégories suivantes identiques ou similaires à celles énumérées à l’article 5 de l’Énoncé des travaux de la présente demande de soumissions :

- a) A.2 Analyste fonctionnel ERP, niveaux 2 et 3
- b) B.1 Analyste des activités, niveau 2
- c) B.1 Analyste des activités, niveau 3
- d) B.3 Expert-conseil en affaires, niveau 2
- e) B.4 Spécialiste en continuité des opérations/plan de secours, niveau 3
- f) B.14 Rédacteur technique, niveau 2

Pour a) A2. Analyste fonctionnel ERP, niveaux 2 et 3, le contrat du soumissionnaire doit-il comporter des analystes fonctionnels ERP, niveaux 2 et 3 identifiés dans le cadre du contrat comme acceptables ou le contrat du soumissionnaire peut-il simplement identifier un analyste fonctionnel ERP de niveau 2 ou de niveau 3?

Réponse n° 15 :

Les soumissionnaires doivent démontrer qu’ils ont fourni des services dans au moins deux des catégories parmi les catégories de a) à f). Le niveau 2 ou 3 peut être utilisé pour démontrer les services.

Question n° 16:

Voir la PIÈCE JOINTE 4.2 - CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS 1.0 LE SOUMISSIONNAIRE, CTC2 – Catégories de ressources [Page 1 de 9]

CTC2 précise ce qui suit :

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Catégories de ressources. Le soumissionnaire doit indiquer dans combien de catégories identiques ou semblables il a fourni des ressources dans le cadre d'un ou de plusieurs contrats, au cours des cinq dernières années (à la date de clôture des soumissions).

- A.2 Analyste fonctionnel ERP, niveaux 2 et 3
- B.1 Analyste des activités, niveau 2
- B.1 Analyste des activités, niveau 3
- B.3 Expert-conseil en affaires, niveau 2
- B.4 Spécialiste en continuité des opérations/plan de secours, niveau 3
- B.14 Rédacteur technique, niveau 2

Pour A2. Analyste fonctionnel ERP, niveaux 2 et 3, le contrat du soumissionnaire doit-il comporter des analystes fonctionnels ERP, niveaux 2 et 3 identifiés dans le cadre du contrat comme acceptables ou le contrat du soumissionnaire peut-il simplement identifier un analyste fonctionnel ERP de niveau 2 ou de niveau 3?

Réponse n° 16 :

Le niveau 2 ou 3 peut être utilisé pour démontrer les services.

Question n° 17:

Voir la PIÈCE JOINTE 4.1 - CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES 1, LE SOUMISSIONNAIRE, CTO1– Capacité de l'entreprise, alinéa f)(i) [page 67 de 79]

L'alinéa f)(i) du CTO1 précise ce qui suit :

f) Afficher un montant total minimal facturé de :

- (i) a) 60 % de la valeur du contrat (avant taxes) de la durée du contrat initial à l'exclusion des modifications si le contrat a été réalisé au cours des cinq dernières années (à la date de clôture des soumissions); ou
- b) au moins 2 M\$ de la valeur du contrat (avant taxes) de la durée du contrat initial à l'exclusion des modifications si le contrat a été réalisé au cours des cinq dernières années (à la date de clôture des soumissions);

Si le soumissionnaire a obtenu un contrat de 3,0 M\$, avant les taxes applicables, au cours des cinq dernières années (selon la date de clôture des soumissions), doit-il avoir facturé 60 % de la valeur de 3,0 M\$ du contrat [a) ci-dessus] ou au moins 2 M\$ du contrat de 3,0 M\$ [b) ci-dessus]? Les paragraphes a) et b) semblent se contredire.

Réponse n° 17 :

Le sous-alinéa f)(i)b) du CTO1 traite de la situation où le montant facturé d'un contrat terminé ne correspond pas à 60 % de la valeur du contrat, mais se chiffre à au moins 2 M\$. Par exemple, si la valeur du contrat est de 4 M\$ et que la facture totale équivaut à 2,1 M\$ au lieu de 2,4 M\$ qui correspond à 60 % de la valeur du contrat, la somme de 2,1 millions de dollars ne satisfait pas à l'exigence f)(i)a), mais respecte l'exigence f)(i)b).

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Question n° 18:

Voir la PIÈCE JOINTE 4.1 - CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES 1.0 LE SOUMISSIONNAIRE, CTO1 – CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES, alinéa f)(ii) [page 67 de 79]

L'alinéa f)(ii) du CTO1 précise ce qui suit :

- f) Afficher un montant total minimal facturé de :
- (ii) a) 50 % de la valeur du contrat (avant taxes) de la durée du contrat initial à l'exclusion des modifications si le contrat a été réalisé au cours des cinq dernières années (à la date de clôture des soumissions);
 - b) au moins 2 M\$ de la valeur du contrat (avant taxes) de la durée du contrat initial à l'exclusion des modifications si le contrat a été réalisé au cours des cinq dernières années (à la date de clôture des soumissions);

Si le soumissionnaire a obtenu un contrat de 3,0 M\$, avant les taxes applicables, au cours des cinq dernières années et que ce contrat n'est pas terminé (à la date de clôture des soumissions), doit-il avoir facturé 60 % du contrat de 3 M\$ [a] ci-dessus] ou doit-il avoir facturé au moins 2 M\$ du contrat de 3 M\$ [b] ci-dessus]? Les paragraphes a) et b) semblent se contredire.

Réponse n° 18 :

Le sous-alinéa f)(ii)b) du CTO1 traite de la situation où le montant facturé d'un contrat en cours ne correspond pas à 50 % de la valeur du contrat, mais équivaut à au moins 2 M\$. Par exemple, si la valeur du contrat est de 5 M\$ et que le montant total facturé est de 2,1 M\$ plutôt que de 2,5 M\$, ce qui représente 50 % de la valeur du contrat, la somme de 2,1 M\$ ne satisfait pas à l'exigence f)(ii)a), mais respecte l'exigence f)(ii)b).

Question n° 19:

Le 12 octobre 2017, SPAC a publié une demande de soumission pour n° CIC/IRCC B8926-170506/A – Services d'assurance de qualité, dont la date de clôture est le 31 octobre 2017. Nous prévoyons présenter une soumission dans les deux cas [Services d'assurance de qualité, dont la date de clôture est le 31 octobre 2017, et Services de fonctionnement dont la date de clôture est le 1^{er} novembre 2017]. Nous demandons de reporter le délai de deux semaines jusqu'au 15 novembre 2017 pour la présente demande de propositions n° B8926-170500/A - Services de fonctionnement, afin de nous permettre d'effectuer un exercice de diligence raisonnable avant de présenter une soumission.

Réponse n° 19 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

Question n° 20:

Tel qu'il est mentionné dans la demande de propositions n° B8926-170500/A - Services de fonctionnement ci-dessus, compte tenu des nombreux efforts requis pour soumettre une réponse qualifiée à cette DP (p. ex.,

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

localisation et grille des ressources qualifiées pour les examens d'entreprise, la Couronne pourrait-elle accorder un délai de deux semaines, et faire passer ainsi la date de clôture au 15 novembre 2017.

Réponse n° 20 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

Question n° 21:

Pour justifier correctement l'expérience, les qualifications et l'expertise de notre candidat, veuillez confirmer qu'il est acceptable de fournir un renvoi aux descriptions détaillées du projet dans son curriculum vitæ. Les projets dans le curriculum vitæ seront numérotés par ordre séquentiel et ce numéro sera utilisé dans la matrice pour identifier les projets pertinents qui justifient l'exigence en question. Chaque projet dans le curriculum vitæ comprendra le nom du service, le nom du projet, le rôle, les dates de début et de fin, ainsi que les responsabilités et les activités du candidat.

Réponse n° 21 :

Oui, cela est acceptable.

Question n° 22:

CTO1 Capacité de l'entreprise pp. 67/79 - f) 50 % de la valeur du contrat (avant les taxes applicables) de la période du contrat initial avant les modifications si le contrat n'est pas terminé au cours des cinq dernières années (à la date de clôture des soumissions), ou au moins 2 M\$ de la valeur du contrat (avant les taxes applicables) de la période du contrat initial sans les modifications si le contrat n'est pas terminé au cours des cinq dernières années (à la date de clôture des soumissions);

Veuillez confirmer, pour les exigences des projets **en cours** (ci-dessus); la valeur du contrat facturée de 50 % ou de 2 M\$ pourrait partiellement ou totalement être réalisée avant la période des cinq (5) dernières années, à savoir si un contrat non terminé a commencé avant octobre 2012.

Réponse n° 22 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 18 ci-dessus.

Question n° 23:

Nous aimerions bien demander un délai de 2 semaines par rapport à la date de soumission actuelle.

Réponse n° 23 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

Question n° 24:

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Pour l'analyste fonctionnel ERP de niveau 3, TC6, demandez-vous que l'analyste fonctionnel ERP ait une expérience en programmation avec la liste des langages ou demandez-vous de l'expérience dans le cadre de projets comme analyste fonctionnel ERP pour lesquels un ou plusieurs de ces langages de programmation sont utilisés dans l'environnement technique du projet?

Réponse n° 24 :

CIC exige que la ressource ait de l'expérience avec l'utilisation d'une ou de plusieurs des langues de programmation tel que spécifié.

Question n° 25:

Pour l'analyste fonctionnel ERP de niveau 3, TC6, demandez-vous que l'analyste fonctionnel ERP ait une expérience en intergiciel avec la liste des langages des produits d'intergiciel ou demandez-vous de l'expérience dans le cadre de projets comme analyste fonctionnel ERP pour lesquels un ou plusieurs de ces langages de programmation sont utilisés dans l'environnement technique du projet?

Réponse n° 25 :

CIC exige que la ressource ait travaillé avec l'un des intergiciels/cadres tel que spécifié.

Question n° 26:

Pour l'analyste fonctionnel ERP de niveau 3, TC6, la liste des langages de programmation et des technologies d'intergiciel est lue telle quelle. Les soumissionnaires peuvent-ils citer des langages de programmation et des technologies d'intergiciel conformément à la DP – EDT paragr. 4.2.1 Environnement logiciel (liste des langages de programmation du CIC) et paragr. 4.2.2 (liste des ERP du CIC)

Réponse n° 26 :

La ressource doit avoir une expérience de l'utilisation des technologies énumérées dans les critères.

Question n° 27:

Pour le CTC2, le niveau doit-il correspondre ou se situer au niveau de catégorie que les soumissionnaires doivent démontrer au niveau des ressources fournies dans le cadre des contrats?

Réponse n° 27 :

Le niveau 2 ou 3 peut être utilisé pour démontrer les services dans une catégorie.

Question n° 28:

Nous aimerions bien demander un délai de (2) deux semaines pour cette demande de SPICT de niveau 2 en raison des questions laissées sans réponse et ayant une incidence sur notre réponse à l'appel d'offres et la quantité d'informations nécessaires dans les grilles liées à l'entreprise et aux ressources.

Réponse n° 28 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

Solicitation No. – N° de l’invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l’acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Question n° 29:

Compte tenu des délais courts et de l’importance des rôles pour le CIC, nous demandons gentiment un délai de deux semaines à partir du 16 novembre 2017.

Réponse n° 29 :

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

Question n° 30:

Le GC modernise le processus d’approvisionnement en mettant en place le Processus d’évaluation en deux étapes. Est-ce que le GC peut appliquer le processus d’évaluation en deux étapes dans cette DP?

Réponse n° 30 :

Le Processus d’évaluation en deux étapes ne s’applique pas à cette exigence.

Question n° 31:

Page 61 – Annexe C – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité : À la page 61 de la version anglaise, il manque la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS). Est-ce que Citoyenneté et Immigration Canada pourrait fournir une copie de la LVERS associée à la demande de soumissions?

Réponse n° 31:

L’Annexe C – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité a été fournie avec la modification à l’invitation n° 1.

Question n° 32:

Page 71 – Pièce jointe 3.1 – Sur le Formulaire de présentation de la soumission, on demande aux soumissionnaires de fournir de l’information concernant les sites ou locaux proposés nécessitant des mesures de protection. Il n’est pas indiqué dans les exigences relatives à la sécurité énoncées dans la section 7.5, à la page 32, que la protection des documents s’applique à cette exigence. Citoyenneté et Immigration Canada pourrait-il confirmer que la protection des documents ne s’applique pas et devrait être retirée du Formulaire de présentation de la soumission?

Réponse n° 32:

Solicitation No. – N° de l’invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l’acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Aucune autorisation de détenir des renseignements ne s’applique. Voir l’attachement 3.1 révisé à l’Appendice A-2 ci-dessous.

Question n° 33:

Citoyenneté et Immigration Canada pourrait-il confirmer que les soumissionnaires ne doivent soumettre que l’information concernant l’analyste fonctionnel PGI (niveau 3), l’analyste opérationnel (niveau 3), l’expert-conseil en affaires (niveau 2) et le spécialiste en continuité des activités et reprise après sinistre (niveau 3) lors de la présentation de la soumission?

Réponse n° 33:

Veuillez-vous reporter au point 3.2 de la section 1 : Soumission technique (a), (iv) pour les ressources proposées et au point 4.2 Évaluation technique, (c) Nombre de ressources évaluées. Les ressources proposées sont aussi énumérées dans le CTO4.

Question n° 34:

Citoyenneté et Immigration Canada pourrait-il confirmer que les autorisations de sécurité minimales indiquées dans le Guide de classification de sécurité, à la page 70, correspondent également aux niveaux d’autorisation de sécurité des ressources nécessaires lors de la présentation de la soumission. D’après notre compréhension de ce guide, les quatre ressources indiquées dans la proposition doivent détenir une cote de fiabilité à l’attribution du contrat, et les exigences concernant l’obtention par les ressources d’une cote de niveau SECRET seront précisées à l’étape de l’autorisation de tâches.

Réponse n° 34:

Confirmé.

Question n° 35:

En ce qui concerne le critère CTO1, Capacité de l’entreprise, pouvez-vous préciser si les soumissionnaires doivent fournir des ressources dans la catégorie A.2 Analyste fonctionnel PGI, à la fois pour le niveau 2 et le niveau 3, pour qu’on considère qu’ils satisfont à cette catégorie?

Réponse n° 35:

Les soumissionnaires doivent démontrer qu’ils ont fourni des services dans au moins deux des catégories parmi les catégories de a) à f). Le niveau 2 ou 3 peut être utilisé pour démontrer les services.

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Question n° 36:

En ce qui concerne le critère CTC2, Catégories des ressources, pouvez-vous confirmer que les ressources citées en référence par l'entreprise au critère CTO1, Capacité de l'entreprise, ne peuvent pas être utilisées pour cette exigence?

Réponse n° 36:

Le soumissionnaire peut utiliser le contrat de référence utilisé dans CTO1 pour CTC2.

Question n° 37:

Nous avons initialement soumis les questions ci-jointes le 19 octobre 2017. Le fait de ne pas obtenir de réponses à nos questions nous empêche d'élaborer notre proposition. Nous demandons respectueusement à Citoyenneté et Immigration Canada de fournir des réponses à nos questions et de reporter la date de clôture de cette demande de soumissions au 15 novembre 2017.

Réponse n° 37:

Se reporter à la réponse fournie pour la question 3 ci-dessus.

APPENDICE A-2

DDP Révisions :

1. À la Pièce jointe 4.2 - Critères techniques cotés, numéro 2.0, Ressources, 2.3 ressource 3- B.3 Expert-conseil en affaires, niveau 2 :

Supprimer :

<i>Ressource 3 – B.3 Expert-conseil en affaires, niveau 2</i>				
No du CTC	Critère technique coté	Années d'expérience	Pointage	Réponse du soumissionnaire (Renvoi aux documents justificatifs inclus dans la soumission)
CTC11	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience concernant l'analyse et l'élaboration de processus opérationnels (p.ex. finances, opérations, systèmes).	1 à 3 ans 3+ à 5 ans 5+ à 7 ans 7+ à 9 ans 9+ ans	2 points 4 points 6 points 8 points 10 points	

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

CTC12	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience concernant la détermination de possibilités d'améliorer et de simplifier les processus opérationnels.	1 à 3 ans 3+ à 5 ans 5+ à 7 ans 7+ à 9 ans 9+ ans	2 points 4 points 6 points 8 points 10 points	
CTC13	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience concernant la définition et l'évaluation des mesures de rendement, des paramètres et des facteurs essentiels à la réussite des opérations.	1 à 3 ans 3+ à 5 ans 5+ à 7 ans 7+ à 9 ans 9+ ans	2 points 4 points 6 points 8 points 10 points	
CTC14	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience concernant l'élaboration et la mise en œuvre de processus et de programmes d'amélioration des activités.	1 à 3 ans 3+ à 5 ans 5+ à 7 ans 7+ à 9 ans 9+ ans	2 points 4 points 6 points 8 points 10 points	
Note maximale :		40		
Note minimale requise :		28		

Insérer :

<i>Ressource 3 – B.3 Expert-conseil en affaires, niveau 2</i>				
No du CTC	Critère technique coté	Années d'expérience	Pointage	Réponse du soumissionnaire (Renvoi aux documents justificatifs inclus dans la soumission)
CTC11	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience concernant l'analyse et l'élaboration de processus opérationnels (p.ex. finances, opérations, systèmes).	1 à 2 ans 2+ à 3 ans 3+ à 4 ans 4+ à 5 ans 5+ ans	2 points 4 points 6 points 8 points 10 points	
CTC12	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience concernant la détermination de possibilités d'améliorer et de simplifier les processus opérationnels.	1 à 2 ans 2+ à 3 ans 3+ à 4 ans 4+ à 5 ans 5+ ans	2 points 4 points 6 points 8 points 10 points	
CTC13	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience concernant la définition et l'évaluation des mesures de rendement, des paramètres et des facteurs essentiels à la réussite des opérations.	1 à 2 ans 2+ à 3 ans 3+ à 4 ans 4+ à 5 ans 5+ ans	2 points 4 points 6 points 8 points 10 points	
CTC14	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience concernant l'élaboration et la mise en œuvre de processus et de programmes d'amélioration des activités.	1 à 2 ans 2+ à 3 ans 3+ à 4 ans 4+ à 5 ans 5+ ans	2 points 4 points 6 points 8 points 10 points	
Note maximale :		40		
Note minimale requise :		28		

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

**2. À la Pièce jointe 4.2 - Critères techniques cotés, numéro 2.0, Ressources, 2.4 ressource 4- B.4
Spécialiste de la continuité des activités/reprise après sinistre, niveau 3 :**

Supprimer :

CTC15	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle possède l'expérience de la formulation d'avis et de conseils à l'intention d'un ministère, d'un organisme ou d'une société d'État du gouvernement du Canada dans le domaine de la planification de la continuité des activités et de la reprise après sinistre dans un environnement de GI-TI d'entreprise hautement intégré et complexe (multiples plateformes de systèmes comptant plus de 1 000 utilisateurs).
-------	--

Insérer :

CTC15	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle possède l'expérience de la formulation d'avis et de conseils à l'intention d'un ministère, d'un organisme, d'une société d'État du gouvernement du Canada ou au sein de l'administration municipale canadienne dans le domaine de la planification de la continuité des activités et de la reprise après sinistre dans un environnement de GI-TI d'entreprise hautement intégré et complexe (multiples plateformes de systèmes comptant plus de 1 000 utilisateurs).
-------	--

**3. À la Pièce jointe 4.2 - Critères techniques cotés, numéro 2.0, Ressources, 2.1 ressource 1 – A.2
Analyste fonctionnel de PGI, niveau 2 :**

Supprimer :

CTC6	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience de l'un des langages de programmation suivants : (Java/.Net, ABAP, ASP 3.0, Cold Fusion Perl, Basic, C, C+, C++, C#, SQL, e-Script) et les intergiciels/cadriels suivants : (Jaguar, Tomcat, Tuxedo, MSMQ, Oracle Portal, Citrix, MQ Series, Adobe, SSA-Name-III).
------	---

Insérer :

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

CTC6	La ressource proposée devrait clairement démontrer qu'elle a de l'expérience de l'un des langages de programmation suivants : (Java/.Net, ABAP, ASP 3.0, Cold Fusion Perl, Basic, C, C+, C++, C#, SQL, e-Script) et les intergiciels/cadriciels suivants : (Jaguar, Tomcat, Tuxedo, MSMQ, Oracle Portal, Citrix, MQ Series, Adobe, SSA-Name-III, IIS et .Net Frameworks).
------	---

4. À la Pièce jointe 4.2 - Critères techniques cotés, numéro 2.0, Ressources, 2.1 ressource 1 – A.2 Analyste fonctionnel de PGI, niveau 2 :

SUPPRIMER le formulaire de Présentation de la soumission pièce jointe 3.1 dans sa totalité

INSÉRER la pièce jointe révisé :

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION (Revisé 1 novembre 2017)	
Dénomination sociale du soumissionnaire	
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom:
	Titre:
	Adresse:
	N°. de téléphone :
	N°. de télécopieur:
Numéro d'arrangements en matière d'approvisionnement (AMA):	
<i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires: Assurez-vous de fournir votre numéro d'arrangements en matière d'approvisionnement].</i>	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) [voir les Instructions et conditions uniformisées de 2003]	
<i>[Note à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, on établira le soumissionnaire en fonction de la dénomination sociale fournie, et le soumissionnaire devra donner le NEA qui correspond à celle-ci.]</i>	
Compétence du contrat : Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)	

Solicitation No. – N° de l'invitation B8926-170500/A	Amd. No – N° de la modif. 002	Buyer ID – Id de l'acheteur 620ZM
Client Ref. No. – N° de réf. De client B8926-170500	File No. – N° du dossier 620ZM-B8926-170500	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION (Revisé 1 novembre 2017)	
Anciens fonctionnaires Voir l'article à la Partie 2 de l'appel d'offre intitulé « Ancien fonctionnaire », pour obtenir une définition pour ancien fonctionnaire.	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions? Oui _____ Non _____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Ancien fonctionnaire ».
	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions de la Directive sur le réaménagement des effectifs? Oui _____ Non _____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Ancien fonctionnaire ».
Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire [indiquer le niveau et la date d'attribution] <i>[Note à l'intention des soumissionnaires : Assurez-vous que le nom dans l'attestation de sécurité correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]</i>	Niveau d'attestation de sécurité: _____ Date d'attribution : _____
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que :	
1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; 2. cette soumission est valide pour la période exigée dans la demande de soumissions; 3. tous les renseignements fournis dans la soumissions sont exhaustifs, véridiques et exacts; 4. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions.	
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire	_____